PP0361-31
TL6776

Note du traducteur : *Le texte qui suit reproduit la plus grande partie d'un long manuscrit (20 pages d'une petite écriture serrée) de Xanana Gusmão.*
*Ce n'est pas seulement l'histoire de 15 ans d'occupation étrangère vue depuis le maquis, mais une analyse critique de tout le processus et des principaux intervenants (et/ou non-intervenants).*
*Autant ou plus que les faits, ce texte révèle la personnalité de son auteur, rassembleur et leader incontesté de la Résistance timoraise.*

**Forces Armées de Libération Nationale du Timor-Oriental - Falintil**

**TIMOR-ORIENTAL**

**"Les partis qui surgirent n'étaient que l'expression d'un réveil tumultueux de la liberté, et reflétaient le degré naissant de préparation politique des dirigeants du peuple timorais".**

***25 Avril - Mouvement de libération - idéologie marxiste.***

Le régime colonial portugais avait son support dans le fascisme, et ce système de société fermée fut pour les timorais la cause des effets dévastateurs qui ont suivi le 25 avril 1974, lorsqu'ils ont eu l'occasion de faire un choix véritable entre les options à prendre.

Dans une conjoncture tiers-mondiste, gonflée de l'enthousiasme de la Libération Nationale proclamée par des Mouvements indépendantistes qui cherchaient dans le marxisme la voie violente pour une solution que les puissances coloniales s'obstinaient à refuser, il était clair que la théorie marxiste pouvait attirer des jeunes étudiants qui, face à la situation particulière des masses colonisées du Timor-Oriental, n'eurent pas de peine à gagner les esprits, réveillés en sursaut de la longue nuit coloniale-fasciste.

Les partis qui surgirent, imberbes et hésitants, n'étaient que l'expression d'un réveil tumultueux de la liberté et, fatalement, reflétaient le degré naissant de préparation politique des dirigeants du peuple timorais.

Ce n'est pas aux "méthodes et à l'ardeur communiste" que doit être attribuée la grande adhésion populaire au Fretilin, mais, selon nous, à trois facteurs:

1. Le fait que l'UDT ait surgi avec des idées fédéralistes avec le Portugal , idées qui séduisaient seulement quelques autorités traditionnelles de 'prestige' et d'autres qui, selon nos traditions, n'étaient pas 'légitimes'. Le gouvernement colonial démettait en effet les "liurais", autorités légitimes traditionnelles, pour des raisons de désobéissance à ses lois ou de non-obéissance à ses ordres.
2. L'apparition de l'ASDT (Association Social-Démocrate de Timor) répondait à la conscience patriotique maubere.
3. L'idée et le sentiment que l'heure était venue pour le peuple timorais, de s'engager politiquement, dans le cadre de la liberté qui surgissait de façon tellement inattendue, si on compare avec les luttes acharnées de générations antérieures.

On peut toutefois se demander, comment il a été possible que quelques jeunes extrémistes changent si profondément le scénario politique au Timor-Oriental.

L'explication doit être trouvée uniquement dans le manque de préparation politique de tous les timorais... et la faute véritable ne peut nous en être attribuée.

L'incapacité du Gouvernement colonial, qui se débattait lui-même dans les convulsions de la démocratie naissante (faisant ses premiers pas sur les sables mouvants d'un gauchisme fortement anti-fasciste) favorisa, comme on pouvait s'y attendre, l'extrêmisme de quelques aventuriers qui voulaient copier pour le Timor-Oriental les mots d'ordre du dogmatisme maoiste. La faction des révolutionnaires qui, après s'être introduits dans l'ASDT, prirent rapidement les rênes du Mouvement devant la totale inopérance des membres fondateurs, s'imposa avec facilité, balayant les faibles tentatives d'opposition à l'idéologie communiste et remplissant le vide politique du Mouvement lui-même.

Devant la débilité de l'autre parti, l'UDT, la crise qui commençait à se dessiner, atteignit son point culminant dans la rupture entre les deux partis nationalistes. Le contrôle de la population devenait l'objectif des Partis, et pour y parvenir de nombreux moyens étaient qualifiés de 'pratique totale de la démocratie'. La situation déboucha sur la violence, encouragée par les excès des partis eux-mêmes, dont les dirigeants réavivèrent haines et vengeances passées.

C'était les premiers pas d'une enfance politique que les responsables portugais ne furent pas capables de calmer, et dont les racines se situaient dans la politique antérieure d'adormissement des "assimilés" *(nom donné aux populations des colonies portugaises, 'assimilés' aux citoyens de la Métropole; NT-note du traducteur).*

**"La guerre civile explosa: porte de sortie pour l'incapacité de Lisbonne, et portail d'entrée pour les ambitions politiques de Djakarta... qui prétendait étouffer le droit d'un peuple... qui désafia la mort pour défendre sa liberté".**

***Invasion - stabilité de la zone.***

La guerre civile explosa: porte de sortie pour l'incapacité de Lisbonne, et portail d'entrée pour les ambitions politiques de Djakarta. La stabilité de la zone était l'argument brutal qui prétendait étouffer le droit d'un peuple, petit et sans défense... qui désafia la mort pour défendre sa liberté.

Si la folie révolutionnaire des ardents adeptes du marxisme, à cause de la menace qu'un régime de gauche représentait ou représenterait pour la stabilité géo-politique, avec des réflexes extra-régionaux, poussa le peuple maubere vers des souffrances incalculables, elle ne peut excuser le massacre que l'invasion et l'occupant militaire indonésien ont provoqué au Timor-Oriental.

La politique de génocide menée par les troupes d'occupation indonésiennes a sensibilisé les organisations humanitaires aux véritables souffrances du peuple du Timor-Oriental, mais n'a pas été capable de mettre fin à un acte auquel des intérêts, économiques et autres, avaient donné leur plein appui.(...) La notion de liberté a toujours été dépendante des intérêts économiques des autres puissances, régionales ou mondiales.

Le Timor-Oriental, une goutte d'eau dans l'océan des grands intérêts qui aiguisent leurs appétits sur son pétrole, ne pouvait que s'enfoncer dans la dénonciation de la violation des droits de l'homme, dénonciation d'ailleurs

démentie par ceux qui ne veulent pas porter préjudice à leurs relations avec Djakarta. Le résultat est évident: ils tendent la main aux assassins de Djakarta et leur pardonnent, alors qu'ils savent que le peuple Maubere continue à être soumis aux persécutions, tortures, emprisonnements et massacres. Ils affirment qu'ils ne font pas de politique et n'interviennent pas dans les affaires intérieures de l'Indonésie, mais ils émettent des jugements inacceptables, absurdes et humiliants pour notre peuple, preuve de mauvaise foi et d'un cynisme absolu.

**"Le peuple Maubere, soumis par la force, a accepté de se rendre à l'envahisseur qui le massacrait, mais il n'a jamais accepté cette situation".**

***Les grandes victoires de 1978. Le contrôle de la population. La réorganisation de la lutte.***

Il y a des faits auxquels beaucoup de gens croient ou ne croient pas, selon les idées qu'ils ont au départ, afin de justifier leurs conclusions et les mensonges de Djakarta, qui refuse obstinément l'entrée du Timor-Oriental aux missions indépendantes d'investigation des évènements et de la situation réelle. Nous voudrions essentiellement citer la réaction authentique du peuple Maubere lors de l'invasion brutale et honteuse. Les populations n'ont été obligées par personne à se réfugier dans les montagnes, si ce n'est par la conscience patriotique de tout un Peuple.

Après deux ans de refus, démontré par la résistance populaire généralisée, le territoire a été soumis à des bombardements massifs et quotidiens pour appuyer les campagnes de destruction et de mort. Cela a permis aux 40 Bataillons indonésiens présents d'obtenir les grandes victoires stratégiques de 1978 et le contrôle total de la population. Le peuple Maubere, soumis par la force, a accepté de se rendre à l'envahisseur qui le massacrait par les armes, la famine et les maladies. Le peuple Maubere s'est rendu à l'ennemi, mais il n'a jamais accepté cette situation imposée par les armes et contre sa volonté.

Les desseins de Dieu ont voulu que les extrémistes aventuriers qui nous ont enseigné le marxisme comme philosophie de la vraie libération aient disparu - nous gardons d'eux et de ces tragiques années de l'invasion, le dénominateur commun qui nous unit: la défense de la Patrie Maubere, leur loyauté envers notre peuple, et leur fermeté à combattre!

Après 2 longues années *(1979-1980; NT)*, occupées pratiquement à établir des contacts et à réorganiser la population contrôlée par l'ennemi, et à rétablir les contacts avec les autres groupes de guérrilleros dispersés sur le territoire, la Lutte Armée est entrée dans une nouvelle phase de résistance.

La nouvelle Direction de la Lutte *(présidée par Xanana Gusmão lui-même; NT)*, grandement déficiente à tous les niveaux, n'était capable que de suivre les traces de ses prédécesseurs (qui nous avaient enseigné la 'politique' et qui nous avaient légué, malgré tout, certaines conditions objectives qui nous permettaient, malgré toutes nos insufisances, de saisir la réalité avec plus de lucidite). Nous ne fûmes pas capables de nous éloigner autant qu'il eût été désirable de l'idéologie dont était imprégné le Mouvement de libération, et, croyant que nous accomplissions nos devoirs envers le Peuple et la Patrie, nous avons créé le Parti Marxiste-Léniniste Fretilin.

Il est vrai que l'expérience pratique enseigne mieux que les livres, qu'elle nous donne un meilleur contact avec la réalité, et que c'est par elle que l'on peut

distinguer la vérité de l'erreur. Nous avons pû, heureusement, distinguer véritablement ce qui sert et ce qui ne sert pas les intérêts de notre Peuple, ce que notre Peuple veut effectivement et ce qu'il ne veut pas, et connaître les fondements véritables de l'inébranlable résistance populaire, démontant l'idée souvent émise d'une résistance timoraise communiste.

Il ne s'agit pas d'un recul stratégique, c'est davantage une prise de conscience de la réalité qui englobe la Lutte du Peuple Maubere! Nous pouvons affirmer, sans conteste, que ce n'est pas le fruit de pressions, parce que heureusement elles n'existent pas; ni de la conjoncture mondiale actuelle, parce qu'elle l'a précédée dans le temps et comme conviction. Le positionnement politique actuel est simplement la conséquence naturelle des efforts que la nouvelle Direction menait pour contribuer à la recherche d'une Paix véritable, et donc durable, pour le Timor-Oriental.

**"Le peuple timorais se réclame de lois qui constituent aujourd'hui, pour le monde moderne, les normes des relations entre les peuples et nations".**

***Timor-Oriental, dans le contexte international.***

Ce n'est pas nous, timorais, qui avons élaboré une fantaisie, comme serait l'idée de gouverner notre propre avenir, et que nous exigerions du reste du monde. Le peuple timorais se réclame de lois qui constituent aujourd'hui, pour le monde moderne, les normes des relations entre les peuples et nations. L'Histoire a toujours condidéré le nationalisme des peuples comme un élément fondamental qui les constitue comme tels, le nationalisme a été à l'origine de nombreuses guerres et, en conséquence, de la formation de nombreuses nations, dans le monde d'hier et d'aujourd'hui. L'Histoire du peuple Maubere contient elle aussi, depuis des temps immémoriaux, des pages sanglantes qui attestent de son nationalisme.

C'est en se plaçant dans le contexte propre de la conscience patriotique des peuples que l'on comprend qu'aujourd'hui, après 4 décennies, on assiste à des manifestations de rejet du traité secret entre Hitler et Staline, sur la division de la Pologne et l'annexion des Pays Baltes. C'est aussi dans ce contexte émotionnel et politique que les diverses Républiques de l'Union Soviétique réclament leur indépendance.

En vérité, aux yeux de gens bien intentionnés il peut sembler que le monde s'achemine vers une intégration communautaire, et donc paraître dépassé et sans importance le nationalisme des peuples; nous pensons toutefois que les perspectives communautaires n'effaceront pas les barrières régionales et les murailles qui délimitent le patrimoine de l'identité des peuples(...) car ces processus visent seulement à créer des blocs au niveau économique.

**"Il est prouvé que la répression n'étouffe jamais complètement ce qui constitue le raison d'être profonde de chaque peuple: l'orgueil d'être lui-même".**

Au Thibet ou en Pologne, dans les Pays Baltes ou dans le Pacifique-Sud, en Afrique ou dans les Caraibes, il est prouvé que la répression n'étouffe jamais complètement ce qui constitue le raison d'être profonde de chaque peuple: l'orgueil d'être lui-même, sa capacité de préserver tout ce qui l'identifie comme tel, la liberté de transmettre tout cela aux générations futures, en somme, le droit de gérer son propre avenir.

Depuis l'arrivée des portugais à Timor, le peuple timorais n'a jamais cessé de se rebeller contre la puissance étrangère, et lors de l'invasion japonaise, les massacres n'ont été que le tribut payé à la défense de son territoire. L'absence d'une Direction et l'affaiblissement provoqué par les guerres tribales entre 'royaumes', ont permis une domination graduelle des portugais; cela se reproduirait après le retrait des envahisseurs japonais, empêchant alors une émancipation de la colonie portugaise.

Le peuple timorais, parce qu'il les ignorait, ne fit pas appel aux principes universels ni au droit international; mais à sa propre conscience patriotique qui n'admettait pas l'usurpation de ce qu'il savait être son droit de vivre sur son propre territoire. Durant ces difficiles années de guerre, le peuple Maubere invoqua sans cesse les luttes de ses ancêtres, glorieuses mais sans résultat, parce qu'il sentait au fond de son âme qu'il n'était pas légitime d'envahir et occuper sa Patrie, ni de l'opprimer et de le massacrer sur son propre territoire.

C'est cela le fond du problème du Timor-Oriental, et tant que sa voix ne sera pas écoutée et que ses légitimes aspirations ne seront pas respectées, le peuple Maubere continuera à résister et à préférer son extermination, même si le Vatican lui-même y contribue.

**"La relation Portugal - Timor-Oriental est fondée sur des bases juridiques et politiques que le droit international consacre".**

***Timor-Oriental et Portugal.***

La relation Portugal - Timor-Oriental ne se limite pas au plan moral et humanitaire, ni exclusivement à la différence d'identité culturelle du peuple Maubere et du peuple indonésien, comme résultat de raisons historiques.

Cette relation est fondée sur des bases juridiques et politiques que le droit international consacre et les liens historiques entre Timor-Oriental et le Portugal alimentent la personalité maubere, propre, distincte, incontestable et inaliénable.

Il est vrai que le Portugal a été inconséquent, mais il est vrai aussi que la Constitution portugaise a confié à ses structures de pouvoir, le soin de "pratiquer toutes les actions nécessaires à l'auto-détermination et à l'indépendance du Timor-Oriental".

La passivité et même l'indifférence du Portugal jusqu'en 1985 s'expliquent (aussi) par le manque de clarté du Fretilin qui, pourtant, était déjà entré dans la voie de la réconciliation nationale par la modification de ses objectifs politiques, donnant à la résistance du Peuple Maubere un caractère national et essentiellement nationaliste.

À partir de 1986, ayant surgi peu à peu des conditions plus favorables pour le Portugal dans le cadre de ses responsabilités envers le Timor-Oriental et de ses obligations avec l'Occident, on enregistre des actions du Portugal plus cohérentes

avec les exigences qui découlent de sa propre Constitution et en accord avec la résolution 37/30 de l'Assemblée Générale de l'ONU de 1982.

De hauts fonctionnaires indonésiens (hors du Timor-Oriental, et même des parlementaires, qui ont demandé l'anonymat) nous ont suggéré que "le Portugal ne peut revenir au Timor-Oriental parce qu'il a abandonné le peuple Maubere", et ils proposaient que le Timor-Oriental soit "administré par l'ONU" et que les Forces Armées soient "choisies par la population".

Il n'est pas étonnant que les indonésiens tentent continuellement de réduire le problème du Timor-Oriental à un conflit purement interne à l'Indonésie, duquel le Portugal serait tout simplement éloigné. Cette suggestion recouvre maladroitement une stratégie d'**autonomie** qui recouvre à son tour le projet évident de perpétuer l'occupation indonésienne du Timor-Oriental! Excluant le Portugal, on reconnaîtrait implicitement la souveraineté indonésienne, puisque "l'administration de l'ONU" (formule attrayante mais irréaliste dans la mesure où l'ONU n'est pas capable d'assumer une telle charge) autoriserait l'Indonésie à demeurer au Timor-Oriental aussi longtemps que cela lui serait nécessaire pour modifier l'héritage culturel, et donc l'identité culturelle du Peuple Maubere.

Ces mêmes indonésiens demandent comment l'Indonésie pratique un génocide culturel au Timor-Oriental vu que, préservant les noms portugais des rues de Dili ou laissant intacts les monuments érigés par les portugais, ils montrent leur "respect pour l'identité culturelle du peuple timorais". Les indonésiens s'étonnent lorsque nous crions devant le monde qu'ils tuent notre âme elle-même! On dit que pour une poignée de roupies l'indonésien vend son âme au diable, c'est pour cela qu'ils ne comprennent pas que nous ayons une âme -l'âme timoraise, l'âme maubere- qui n'habite pas dans la rue de l'évêque Medeiros *(rue de Dili portant le nom d'un évêque portugais et symbolisant ici toutes les autres rues baptisées par la puissance coloniale; NT)* ni se dresse dans les monuments des... découvertes du XIVème siècle... parce que notre âme, personne d'autre que nous, timorais, ne peut la découvrir!

**"Les conversations en cours entre le Portugal et l'Indonésie, sous les auspices de l'ONU, seront énormément facilitées si les représentants du peuple Maubere y sont associés".**

Nous voudrions dire à ces indonésiens que nous accueillons leurs propositions de dialogue, elles sont de bons signes, révélateurs qu'il y a toujours des possibilités de dialogue lorsque nous le voulons! Nous aimerions aussi aborder, avec ces indonésiens, le problème de la participation portugaise -"Le Portugal n'a plus le droit de revenir au Timor-Oriental parce qu'il l'a abandonné"- disent-ils. C'est précisément ici que réside notre discordance! Même sans nous référer à l'aspect juridique international exprimé dans la résolution 37/30 de l'Assemblée Générale de l'ONU, qui reconnaît le Portugal comme puissance administrante, nous avons de bonnes raisons pour affirmer que le Portugal, parce qu'il a été irresponsable en abandonnant le Timor-Oriental, doit y revenir pour rétablir la légalité internationale et aider le Timor-Oriental à sortir véritablement du sous-développement auquel il a été voué pendant quatre siècles! Mochtar *(Mochtar Kusumaatmadja, ex-ministre des Affaires Étrangères d'Indonésie; NT)* a beaucoup parlé du progrès de ces dernières années (progrès qui ironiquement n'a pas encore rétabli les lignes téléphoniques de Dili vers l'intérieur du

territoire), mais c'est aussi pour n'avoir rien fait au Timor-Oriental que nous ne pardonnerons pas au Portugal s'il ne revient pas accomplir ses responsabilités.

Nous accueillons toutes les initiatives de contact qui pourront aider à faire tomber les craintes et à éclaircir les idées. Le peuple Maubere, par ses légitimes représentants, est prêt pour un dialogue franc et sérieux.

Les conversations en cours entre le Portugal et l'Indonésie, sous les auspices de l'ONU, seront énormément facilitées si les représentants du peuple Maubere y sont associés.

Nous ne sommes pas en désaccord avec ces fonctionnaires indonésiens lorsqu'ils disent que les Forces Armées devraient être "choisies par la population". Cela suppose implicitement un référendum (qui devrait selon nous être réalisé sous le contrôle de mécanismes internationaux de vérification)! Alors très bien! S'il est juste de penser à un moyen référendaire pour la question des forces de sécurité, question purement interne pour le "territoire sous administration de l'ONU", on pourrait, à la lumière du droit international, admettre aussi qu'il est possible (et nécessaire) de réaliser un plébiscite populaire qui permettrait au peuple Maubere d'exprimer, sans coaction de quelque espèce, sa volonté et mettre un point final au conflit.

Mgr Ximenes Belo est explicite dans sa lettre au Secrétaire-Général de l'ONU: "ne pas entendre le peuple Maubere, serait l'esclavage le plus sophistiqué", et il ajoute dans un message à Mgr Manuel Martins, évêque de Setúbal: "si le peuple du Timor-Oriental désire rester lié au Portugal" il appartiendra au Portugal de répondre à ses aspirations!

Ce n'est pas nous, 'les bandits sans convictions politiques' qui l'affirmons, c'est le cher évêque de Dili, Mgr Ximenes Belo qui a finalement su reprendre la défense de la Cause d'un peuple sans défense, interprêtant fidèlement le caractère de cette remarquable résistance.

**"Si l'humanité n'avait pas eu comme idéal primordial la défense de ce morceau de terre qui constitue la Patrie de chaque peuple, il n'y aurait ni peuples ni nations".**

***La lutte armée.***

Beaucoup prétendent que la lutte armée (appuyée inconditionellement par le peuple du Timor-Oriental) est à peine une façon de vivre d'un certain nombre de 'rebelles' sans idéaux et qui ne se sont pas encore rendus par peur des représailles de l'occupant. Rien de plus faux et déplacé.

Quelques prétendus promoteurs de la "paix" (dans le sens de pacification) ont plusieurs fois déjà, agité des banderolles indonésiennes en affirmant: "le Danrem actuel est catholique et rien de fâcheux ne vous arrivera" *(Danrem: Commandant de la Région Militaire; NT)* ou "le Major de l'Intel est catholique, il va tous les jours à la messe et il a promis qu'il ne vous ferait aucun mal" *(Intel: Intelligence Service, police secrète indonésienne; NT)* et pour nous rendre plus sensibles ils ajoutent: "si vous ne profitez pas maintenant, plus tard il sera trop tard pour vos vies".

Le problème est que ces faux prophètes de 'paix' ignorent que nous savons bien que beaucoup de ceux qui se sont rendus ou ont été capturés vivants sont maintenant engraissés par les indonésiens, reçoivent maison et voiture, et que

passent dans leurs mains plus de notes de roupies qu'il n'y a de feuilles de manioc dans les petits potagers de la majorité de la population affamée.

'Perturbateurs de la paix' *(nom donné aux résistants timorais par les autorités indonésiennes, NT)* nous appelle le délégué de la Croix-Rouge Internationale à Djakarta... sans idéaux! Si l'humanité n'avait pas eu comme idéal primordial (et commun) la défense (légitime) de ce morceau de terre qui constitue la Patrie de chaque peuple, il n'y aurait ni peuples ni nations. Si l'humanité n'avait pas eu comme idéal primordial (et commun) la pleine liberté (légitime) pour chaque peuple de jouir de sa terre comme patrimoine propre, elle n'établirait pas de lois ni ne parlerait de droits, et beaucoup moins encore l'Organisation des Nations-Unies n'aurait de raison d'exister!

La résistance Maubere est, pour beaucoup, vue en fonction des chiffres qui leur sont présentés:

- s'il y a eu 200.000 morts, ils pensent immédiatement comme Adam Malik: "nous avons tout-de-même sauvé les 2/3 de la population"!
- si les 30% de catholiques ont rapidement atteint les 80%, ils se consolent en constatant que dans le fond l'islamisme indonésien a contribué à accélérer la cristianisation des paiens;
- s'il y a eu 40 bataillons appuyés par des tanks, des avions, des navires de guerre, des mortiers et des canons, cela fait partie du passé et l'important c'est la situation actuelle de 'totale stabilité' qui permet à Soeharto de venir à Dili "sans aucun dispositif spécial de sécurité" et d'inaugurer un congrès de scouts;
- s'il y a des dizaines de milliers d'arrestations, de déportations, de tortures, de disparitions et d'assassinats, cela est pure invention parce que beaucoup d'observateurs, nonces, ambassadeurs, parlementaires et journalistes, sont venus au Timor-Oriental et n'ont pas vu un seul signal de cette propagande de ceux qui veulent du mal à l'Indonésie; (...)
- s'il y a des centaines de kilomètres de route goudronnée, des milliers de toits de zinc qui brillent au soleil, des millions de voiture - c'est cela les bénéfices de l'annexion militaire et le progrès qui arrive au Timor-Oriental; plus important qu'un quelconque droit politique (comme dirait Bill Hayden *(ex-ambassadeur australien en Indonésie; NT)*), sont "les droits économiques" (voir l'usurpation du pétrole maubere par l'Australie et l'Indonésie), c'est donc les droits économiques du peuple timorais" qui doivent être "sauvegardés".

Ces personnes devaient penser que, dans un territoire aussi petit et étroit la guérilla, sans sanctuaires ni appuis extérieurs, ne pourrait survivre (14 ans de continuelle confrontation armée ce n'est pas peu!). La condition essentielle qui a permis cette survie est la participation populaire à cette résistance, en d'autres mots, l'appui inconditionnel du peuple du Timor-Oriental à ses Forces Armées de Libération! La lutte armée de libération n'est en effet rien d'autre que la détermination et la volonté d'opposition frontale que le peuple maubere veut continuer à manifester aux occupants comme durant les deux premières années.

Les Falintil qui, il y a 14 ans, ont surgi sous les vents maléfiques des divisions, ont acquis, durant ces 11 dernières années, le rôle véritable qui leur appartient et qui vise seulement la défense de la Patrie, libres de toute dépendance politique envers quelque parti que ce soit. Outre la totale neutralité des Forces Armées, nous affirmons que les Falintil n'accepteront pas la moindre pression d'individus ou de partis qui chercherait à les utiliser pour supprimer l'opposition par des coups d'État (qui sont encore une plaie dans la politique des pays pauvres) et ne consentiront pas que s'instaure au Timor-Oriental un régime dictatorial, qu'il soit de droite ou de gauche.

Les Falintil ne font pas de politique mais s'engagent dès maintenant à construire une nation libre et démocratique, fondée sur le respect des libertés de pensée, d'association, d'expression et de réunion, et sur le respect intégral des droits universels de l'homme.

Le pluripartidarisme et une économie de marché, seront les bases du Timor-Oriental indépendant, État libre et non-aligné qui maintiendra son ferme propos de s'associer à l'ASEAN; comme contribution positive pour la stabilité régionale.

**"Tant que la Communauté internationale reste indifférente, notre seul droit est la souffrance de ceux qui sont écrasés per l'injustice".**

***Les souffrances du peuple et de l'Église du Timor-Oriental.***

Tant que la Communauté internationale reste indifférente, notre seul droit est la souffrance de ceux qui sont écrasés par l'injustice et se débattent dans l'angoisse des pauvres (qui ne sont pas riches parce qu'en plus de leur voler leur pétrole ils leur volent aussi continuellement leurs vies).

*(X. Gusmão rapporte ici divers cas de violations des droits de l'homme, NT).*

Il n'existe qu'une minorité comblée de privilèges, pour les autres le plus grand privilège est de mourrir pour la Patrie! Les privilèges ont souvent un prix élevé: la vie même. Ce fut le cas de João Martins, membre du presidium de l'ex-Apodeti, priviliégié avec maisons, voitures, honoraires et honneurs, ayant été chef des Services d'Éducation et d'autres bénéfices depuis la première heure. Lorsqu'arriva l'heure de s'interroger sur la véritable situation tous ces privilèges lui furent purement et simplement retirés, et comme si cela ne suffisait pas pour punir le crime de s'être réveillé de l'illusion de "l'intégration dans la grande République indonésienne" il fut assassiné, par empoisonnement... pour éviter des dénonciations de violation des droits de l'homme. Il a payé de sa vie, au moins, sa propre liberté. (...)

**"Le peuple du Timor-Oriental ne lutte pas seul, il n'est pas seul car il a son Église à ses côtés...**
**s'il ne lutte pas, il meurt; il vaut donc mieux mourrir en luttant pour défendre la vie!".**

Mais, heureusement pour la Patrie Maubere, et malheureusement pour tous ceux qui prétendent nier le droit du peuple du Timor-Oriental, appuyant Djakarta d'une façon ou d'une autre, le peuple du Timor-Oriental ne lutte pas seul, il n'est pas seul car il a son Église à ses côtés.

Si tous les phénomènes qui mettent en cause la participation sociale connaissent inévitablement des hauts et des bas, comme conséquence des faiblesses humaines, ce difficile processus maubere ne peut échapper à la règle. Alors que quelques prêtres, que l'on peut compter sur les doigts d'une seule main, ont vu ou voient encore dans l'invasion un acte de charité islamique qui est venu accélérer l'augmentation de la chrétienté au Timor-Oriental, le clergé du Timor-Oriental partage la souffrance du peuple maubere et comprend le sens suprême des sacrifices que ce peuple martyrisé accepte, et il comprend surtout la

portée de ces souffrances: s'il ne lutte pas, il meurt; il vaut donc mieux mourrir en luttant pour défendre la vie!

On insiste beaucoup que le rôle de l'Église se limite à dénoncer les violations des droits de l'homme, parce que l'Église ne fait pas de politique. Le problème est que (...) la violation des droits de l'homme a une base qu'il est indispensable de rappeler, et ne pas le faire c'est permettre que ces barbarités continuent. (...)

Si , de par le monde, beaucoup mettaient en doute les paroles du très cher Mgr da Costa Lopes lorsqu'il affirmait que: "c'est un devoir pour l'Église de parler, parce qu'au Timor-Oriental personne, si ce n'est l'Église, ne peut parler" sans s'exposer aux brutalités des envahisseurs. Il est temps, pensons-nous, de reconnaître la validité de cette affirmation.

Mgr Belo, évêque de Dili, a repris les mêmes paroles pour définir une situation qui, six ans plus tard, est exactement la même.(...)

**"L'annexion du Timor-Oriental par la voie de la force, contrarie le principe universel de l'auto-détermination des peuples".**

***Solution - dialogue pour la paix.***

Une solution pour le Timor-Oriental doit s'identifier avec la Paix. Mais il y a beaucoup de définitions de la paix...

La Paix, pour le général Yusuf qui a été éloigné de son poste, devait résulter d'un dialogue avec la guérilla.

Paix, pour le catholique Benny Murdani, signifie l'extermination des guérilleros.

Paix, pour Mochtar, serait que le Portugal altère sa Constitution.

Paix, pour Mgr Pablo Puente, c'était l'expatriation des guérilleros.

Paix, pour Mgr Canalini, serait accepter de se rendre pour avoir la vie sauve.

Paix, pour l'Australie, c'est un accord avec Djakarta pour l'exploration du pétrole de la plateforme maritime du Timor-Oriental.

Paix, pour le Gouverneur Mário Carrascalão, serait le cadeau de Noel que les indonésiens avaient promis de lui faire en 1988 mais qu'ils n'ont pas encore apporté à Dili, peut-être parce qu'ils cherchent davantage d'appuis politiques et diplomatiques.

Paix, pour Ali Alatas, ce serait la reconnaissance implicite de l'intégration par le Vatican, démentant avec la visite du Pape l'islamisation des chrétiens et la violation des droits de l'homme.

Paix, pour le Timor-Oriental! Notre peuple a imploré la Vierge pour la paix. Notre peuple croit à la paix, il la désire et travaille pour l'obtenir. Notre peuple croit qu'il peut y avoir une paix véritable et durable au Timor-Oriental. Le monde se réjouit des consensus obtenus pour des solutions pacifiques, des solutions politiques: Iran-Irak, Namibie et Nicaragua (avec la participation de l'archevêque de Managua, Mgr Obando e Bravo), les processus en cours en Angola et Mozambique (ici aussi avec la médiation de représentants de l'Église, et nous supposons qu'avec la participation des évêques catholiques), en Éthiopie, Soudan, Cambodge, Afganistan, El Salvador (avec la médiation de l'Église encore), les efforts pour résoudre le cas de la Palestine, la proposition de référendum pour le Sahara Occidental, le disposition de Prétoria à engager des réformes, l'actuelle disposition des députés du Parlement libanais, chrétiens et musulmans, réunis en ce moment en Arabie Saoudite pour rechercher une plateforme politique capable de mettre un terme à la destruction de leur pays dévasté, tout cela est révélateur

que le monde, les gouvernants et les politiques comprennent que le dialogue est la voie la plus juste pour résoudre les différends et les conflits, et que la paix peut ou doit venir du dialogue.

Le conflit du Timor-Oriental n'est pas un problème interne à l'Indonésie. L'invasion indonésienne a été un acte d'agression armée qui contrarie le principe de l'inviolabilité des frontières. L'occupation militaire du Timor-Oriental contredit les normes qui rejettent l'utilisation de la force pour résoudre les différends. L'annexion du Timor-Oriental par la voie de la force, contrarie le principe universel de l'autodétermination des peuples. La farce de l'intégration de juillet 1976 ne respecte pas les normes établies pour la décolonisation des territoires non-autonomes...

Les arrestations arbitraires, poursuites et massacres indiscriminés sont des actes contraires à la Convention de Genève pour les territoires sous occupation militaire, et sont un manque de respect total et intolérable envers les droits fondamentaux de l'homme.

Les résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité de l'ONU ne reconnaissent pas l'intégration et condamnent l'acte traître et honteux de l'invasion et occupation du Timor-Oriental.

L'occupation militaire indonésienne du Timor-Oriental est donc un acte "illégal, immoral et politiquement inacceptable" (comme vient de le souligner avec force le Ministre des Affaires Étrangères du Portugal, João de Deus Pinheiro, devant l'actuelle Assemblée Générale des Nations-Unies.

L'Indonésie a reçu des aides en tout genre pour massacrer le peuple Maubere et annexer le Timor-Oriental. Les grands intérêts économiques et stratégiques lui ont permis de gagner des appuis diplomatiques, avec l'aide aussi de pays musulmans. Djakarta est parvenu, grâce à ses nombreux recours, à pressionner même des pays traditionellement défenseurs des droits à l'auto-détermination et indépendance des peuples. Djakarta a su, avec astuce et persévérance, convaincre le Vatican à mettre de côté le problème de la violation des droits de l'homme et à visiter l'Indonésie - et le Timor-Oriental - en une attitude de reconnaissance implicite de l'annexion criminelle du territoire. Ali Alatas s'est empressé d'interpréter en ce sens devant l'opinion publique, la disposition du Saint-Siège... tandis que le peuple maubere exprimait l'espoir qu'il met dans sa Sainteté...

**"Mgr Belo s'est prononcé en faveur d'un référendum... nous appuyons sans réserves... (et) si le peuple Maubere affirmait son désir d'intégration dans l'Indonésie, nous déposerions les armes sans hésitation ni délai."**

Une paix véritable et une paix durable ne seront possibles que si l'on écoute les désirs du peuple maubere.

Mgr Ximenes Belo, comme chef de l'Église du Timor-Oriental, s'est déjà prononcé en faveur d'un référendum qui ausculte la volonté du peuple maubere.

La réalisation d'un référendum présuppose:

1. avant tout, la cessation des hostilités;
2. l'adoption de mécanismes juridiques internationaux pour vérifier, contrôler et rendre viable le processus;

3. le respect pour les aspirations suprêmes du peuple du Timor-Oriental exprimées dans des conditions libres et démocratiques.

Nous appuyons sans réserves la proposition de notre évêque, l'évêque de Dili, Mgr Belo. Et nous ajoutons pour mettre un point final à quelque doute qui puisse encore subsister, que si le peuple Maubere, sous la supervision de la Communauté internationale, "réaffirmait" son désir d'intégration dans l'Indonésie, nous, les guérilleros des Falintil, déposerions les armes sans hésitation ni délai. Nous même, comme responsable de la Résistance, sommes prêt à être emprisonné dans la prison de Cipinang pour le reste de notre vie, et accepterions d'être soumis quotidiennement à toutes les tortures que subiront des milliers de timorais qui auraient eu le malheur de mettre leur confiance... dans des "bandits, perturbateurs de la paix indonésienne".

Puisque le Secrétaire-Général de l'ONU a proposé au Maroc et au Polisario un référendum sur le Sahara-Occidental, nous pensons que cette formule ne peut pas être considérée inédite, ni impossible pour le Timor-Oriental.

Le Ministre des Affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, a rejeté précipitamment la proposition de Mgr Ximenes Belo, affirmant que cet acte avait déjà eu lieu en 1976, alors que 90% de la population se trouvait dans les montagnes et résistait. Mais, Ali Alatas, dans son discours à l'Assemblée Générale de l'ONU qui se réalise en ce moment, n'a pas répondu aux arguments portugais qui défendent le droit du peuple Maubere à l'auto-détermination et à l'indépendance nationale. On pourrait dire que Ali Alatas n'a pas voulu donner d'importance à ce cas (qu'il considère 'interne' à l'Indonésie), mais ce serait trop simpliste. Djakarta sait bien que le Timor-Oriental continue à affecter l'image de l'Indonésie à l'extérieur et, surtout, affecte ses ambitions de projection hors du niveau régional. Après le sommet de Belgrade, le Président Suharto s'est plaint de n'avoir pas pu (pour la 3ème fois) obtenir le consensus sur sa candidature à la présidence du Mouvement des Pays Non-Alignés... Le Président indonésien et son Ministre des Affaires Étrangères doivent reconnaître que l'os maubere n'est pas aussi 'interne' et insignifiant qu'ils le prétendent. Toutefois, si même le Vatican cède pour faciliter une reprise de souffle à la diplomatie de Djakarta, il est difficile d'entrevoir une espérance de paix pour le Timor-Oriental.

Étant légitime, non seulement pour se situer dans un contexte d'auto-défense et de réponse à une invasion armée et occupation militaire, mais aussi pour assumer un caractère juridique qui lui vient du droit et des normes internationales, l'opposition armée (que nous assumons depuis 14 ans) n'est que la réponse nécessaire due à l'inexistence d'une autre forme de lutte.

Nous reconnaissons que la Direction antérieure a fait preuve de radicalisme insensé, en 1977, en s'opposant de façon intransigeante à tout type de dialogue.

Tirant les leçons de ces erreurs, la nouvelle Direction a proposé, dans un esprit de réconciliation nationale, le dialogue comme principe de la défense des intérêts supérieurs du peuple du Timor-Oriental. Nous avons prouvé déjà en 1983 que nous sommes partisans du dialogue si les deux parties belligérantes, d'abord, et les autres intéressés, se disposent sincèrement à chercher une solution juste, durable et acceptable par la Communauté internationale.

C'est toujours l'Indonésie qui a refusé ce dialogue. Le 'dialogue' pour les occupants assassins se résume à ceci: leur présenter nos revendications lorsque nous irons nous rendre. Et c'est ce qu'ils ont fait, honteusement, aux cadres de la Résistance armée, leur demandant: "Que voulez-vous être? commandant de Bataillon? fonctionnaire? administrateur de Poste? député? Où voulez-vous être placé? Combien voulez-vous gagner? etc...

Même Mgr Canalini voulait nous convaincre à accepter ce genre de 'dialogue'. Nous voulons quant à nous un dialogue sérieux, comme est sérieux le problème du Timor-Oriental, pour lequel plus de 200 000 timorais ont donné la vie en s'opposant à l'occupation militaire de leur Patrie.(...)

**"Si Ali Alatas était sûr que la population avait librement choisi l'intégration en 1976, il ne s'opposerait pas à ce qu'elle soit consultée, librement et démocratiquement, sous supervision de l'ONU".**

Lorsque l'on parle de perspectives pour chercher un chemin de paix pour le Timor-Oriental, quelques défenseurs de la politique de génocide de Djakarta se montrent préoccupés... pour eux, ni le peuple du Timor-Oriental ni ses dirigeants ne sont capables de rien, pas même de penser. En vérité ce qu'ils craignent c'est que le peuple maubere s'exprime. L'Indonésie aussi a peur du dialogue, et par dessus tout, craint un référendum. Les gouvernants indonésiens savent bien que la population timoraise rejette de tout son coeur la présence indonésienne. Si Ali Alatas était sûr que la population avait librement choisi l'intégration en 1976, il ne s'opposerait pas à ce qu'elle soit consultée, librement et démocratiquement, sous supervision de l'ONU. Mgr Ximenes Belo a été clair. Il faut écouter le peuple maubere pour savoir, à la lumière de la légalité évidemment, ce à quoi il aspire réellement: maintenir les liens avec le Portugal, l'indépendance ou l'intégration dans l'Indonésie... parce que jusqu'à maintenant "ce sont les autres qui parlent en leur nom"!!! Mgr Ximenes Belo ne propose pas formellement l'indépendance ou les liens avec le Portugal, et il n'affirme pas catégoriquement que le peuple du Timor-Oriental ne désire pas l'intégration. La réponse de Ali Alatas montre donc combien sont fragiles les thèses indonésiennes et combien ses affirmations sont creuses et fausses.(...)

Nous savons que, par dessus tout, il y a les considérations stratégiques, mais nous avons déjà affirmé en plusieurs occasions notre volonté de contribuer à la paix et à la stabilité de la région.

Aujourd'hui la Résistance du peuple maubere possède une Direction unie et solide, qui regroupe les diverses forces sociales et politiques qui représentent véritablement les aspirations du peuple du Timor-Oriental.

La Direction du peuple maubere s'est forgée sur les erreurs du passé et elle est fondée sur les principes d'une Convergence Nationaliste, renforcée par l'appui de l'Église du Timor-Oriental et consolidée par le total apartidarisme des Falintil.

Sous les auspices du Secrétaire-Général de l'ONU ont lieu à New-York les conversations entre le Portugal et l'Indonésie. Le peuple du Timor-Oriental, la partie la plus intéressée par le problème et la seule qui est affectée par la guerre que lui impose l'Indonésie, n'est pas appelée pour débattre de son avenir - et cela seulement à cause de l'intolérance des gouvernants de Djakarta. Les représentants du peuple maubere sont prêts au dialogue. L'Église du Timor-Oriental a déjà démontré qu'elle est en condition de contribuer à ce dialogue.(...)

En accord avec l'esprit et la lettre de la résolution 37/30 de l'Assemblée Générale de l'ONU de 1982, le peuple du Timor-Oriental est la partie la plus intéressée à la solution du conflit puisqu'il est la seule directement affecté par les atrocités commises contre lui durant ces quatorze années de guerre.

Nous avons formulé un plan de paix qui n'est pas seulement en accord avec la résolution 37/30 et d'autres résolutions pertinentes, mais tient compte aussi de l'état actuel du processus politique timorais.

## plan de Paix.

I - CONVERSATIONS:

a) Les conversations conduites par le Secrétaire-Général de l'ONU s'effectuent sous les prémisses suivantes:

- ¤ illégalité de l'occupation indonésienne,
- ¤ droit inaliénable du peuple Mau Bere à un authentique acte d'autodétermination,
- ¤ nécessité et urgence de rétablir la légalité internationale par la présence du Portugal.

b) Avec la participation des représentants du peuple Maubere, doivent être discutées les questions suivantes:

- ¤ Les garanties assumées par le Portugal en vue d'assurer la stabilité régionale;
- ¤ Les compromis du Timor-Oriental de respect pour les intérêts des pays voisins, et sa collaboration au maintien de la paix et stabilité régionale;
- ¤ Un accord de principe pour le partage des richesses de la plateforme maritime de Timor.

2 - CONSTITUTION D'UNE FORCE DE PAIX.

La constitution d'une 'force de paix' ou d'une 'force multinationale' ou encore (si cela est trop coûteux pour les Nations-Unies), d'une 'commission de l'ONU' pour clarifier et rendre viable:

1. **Forces armées**
   - Première phase: retrait des forces armées indonésiennes dans une période de trois à six mois, et départ des civils indonésiens dans une période à fixer.
   - Deuxième phase: désarmement simultané des autochtones armés par l'occupant et des guérilleros des Falintil; ceux-ci resteraient dans le maquis jusqu'à ce moment là.
   - Troisième phase: réorganisation de l'armée, sous la responsabilité du Portugal, comme puissance décolonisatrice.

2. Formation d'une **administration transitoire**, présidée par un haut-commissaire représentant le Portugal, pour une période non supérieure à 5 ans.
   C'est durant cette période que le Portugal et le Timor-Oriental fixeront une date pour les élections générales et pour le remise de la souveraineté aux représentants du peuple Maubere.

3. Durant la **période de transition**, et sous la responsabilité du Portugal, seront établis des accords de coopération avec l'Indonésie, l'Australie, la CEE et d'autres pays, en vue d'un développement rapide et harmonieux des potentialités du Timor-Oriental.

4. Formation d'un **Gouvernement d'Unité Nationale**, pour une période de 5 à 15 ans, à être établi entre le Portugal et les représentants du Timor-Oriental.

**"Le peuple du Timor-Oriental sait qu'il n'est pas exempt d'obligations envers la zone dans laquelle il s'insère, et il ne manquera pas d'apporter la contribution qu'il doit donner pour l'harmonie, la coopération et la bonne entente avec tous ses voisins".**

C'est dans un **dialogue**, franc et sérieux, que l'on pourra obtenir les compromis nécessaires à la sauvegarde des intérêts de chacun et de tous en général, car le peuple du Timor-Oriental sait qu'il n'est pas exempt d'obligations envers la zone dans laquelle il s'insère, et il ne manquera pas d'apporter la contribution qu'il doit donner pour l'harmonie, la coopération et la bonne entente avec tous ses voisins.

Comme membre du Conseil National de la Résistance Maubere - la Direction du peuple Maubere - et comme Commandant des Falintil, nous réaffirmons notre disposition de contribuer à un processus de transition légale et pacifique au Timor-Oriental, et nous déclarons:

1. que nous proposons une amnistie générale à tous les fidèles collaborateurs de l'occupant, qu'ils aient contribué directement ou indirectement à la constante violation des Droits de l'Homme;
2. que seront offertes à tous les serviteurs de l'occupation indonésienne les mêmes opportunités et les mêmes droits qu'aux autres citoyens du Timor-Oriental;
3. que personne ne sera dépouillé des biens qu'il sera parvenu à obtenir durant les années d'occupation indonésienne (sauf en cas de biens expropriés à leurs légitimes propriétaires);
4. que les autochtones armés par l'occupant seront ré-intégrés dans les Forces-Armées du Timor-Oriental;
5. que l'effectif humain et matériel de l'Armée qui sera formée sous la responsabilité du Portugal, sera dicté par les exigences de la stabilité régionale (sans rejeter l'idée, à l'avenir, de supprimer les Forces-Armées, pour permettre au Timor-Oriental d'assumer le statut de pays neutre et pacifique comme contribut pour la paix mondiale).
6. que le peuple Maubere ne permettra pas l'utilisation du territoire du Timor-Oriental pour des actes qui menacent la paix et la stabilité des pays voisins, et en particulier de l'Indonésie, et participera au rapide démantèlement de toute tentative de ce genre;
7. que nous travaillerons à l'établissement de relations de tout ordre, avec d'autres pays, dès qu'elles ne mettent pas en cause la stabilité de la zone;
8. que nous développerons nos efforts afin que le Fretilin, parti dont nous ne faisons plus partie, modifie ses objectifs politiques, pour qu'ils soient en accord avec les véritables nécessités et les intérêts réels du Timor-Oriental;
9. que nous n'abdiquerons jamais du dialogue pour la résolution des différends avec quelque pays du monde, et en particulier avec les pays voisins!

**"La PAIX pour le Timor-Oriental ne peut passer que par le changement, responsable et réaliste, de la position actuelle du Gouvernement de Djakarta!".**

Nous avons toujours montré une totale disposition au dialogue, faisant même par anticipation les concessions que nous pensons devoir faire comme partie des obligations que la région exige. C'est maintenant à l'Indonésie de reconnaître que l'inflexibilité n'est pas la position la plus correcte, pour qui prétend assumer un rôle de pacificateur dans le conflit cambodgien.

La PAIX pour le Timor-Oriental ne peut passer que par le changement, responsable et réaliste, de la position actuelle du Gouvernement de Djakarta! Et pour que cela se produise, le Saint-Siège pourrait avoir un rôle influent et positif!
Le peuple Maubere est confiant dans sa victoire! Le peuple Maubere ne se fatiguera jamais de résister et, tant qu'il aura la vie suffisante pour continuer à résister, il aura l'espoir qu'un jour il arrivera à la PAIX...qui correspond à sa légitime aspiration.

La Paix est possible au Timor-Oriental!
Le dialogue est la voie vers la Paix!
Seul un référendum ouvrira des perspectives
pour une solution juste!

La Direction de la Résistance
Kay Rala Xanana Gusmão
Commandant des Falintil

Quartier Général du CNRM
au Timor-Oriental, 5 octobre 1989

*(traduction Jean Pierre Catry*
*La Paix est possible au Timor-Oriental)*